

* USA 2016 *

USA et France, les mêmes ruptures ?

par Michael Storper, Danielle Kaisergruber - 03 Novembre 2016

Vus d'ici, les USA offrent une réalité duale, ils rencontrent à la fois un bas taux de chômage et un faible niveau d'emploi, hésitent entre Trump et Clinton, s'ouvrent et se referment, se développent et stagnent. Mais entre vagues d'innovations et découragement en hausse, les USA sont-ils si différents de nous ? Michael Storper, Professeur en sciences politiques à la London School of Economics and Political Sciences (LES) ainsi qu'à l'Université de Los Angeles (UCLA) et à Sciences Po Paris, répond aux questions de Danielle Kaisergruber pour Metis.



Vu d'Europe, on peut avoir le sentiment qu'il y a aujourd'hui deux Amériques (et pas seulement au plan politique) : l'une jeune, urbaine, multiculture ouverte et l'autre plus « vieillissante », blanche, plus rurale ou du moins plus « ruraine ». Vos travaux sur les dynamiques territoriales et urbaines montrent-ils cette ligne de fracture. Ou bien y en a-t-il d'autres qui vous semblent plus importantes ou tout aussi significatives ?

C'est exact, mais je dirais que la même ligne de fracture existe en France et en Grande-Bretagne, comme le montre l'extraordinaire ressemblance entre cartes des intentions de vote Trump-Clinton pour les USA, les résultats du référendum *Brexit Leave - Brexit Remain* pour le Royaume-Uni et la géographie des votes pour le Front National en France.

Quelles sont les dynamiques et les forces à l'œuvre dans les grandes métropoles de la Côte Ouest que vous avez étudiées dans votre ouvrage *The Rise and fall of Urban economies* (2015) et que vous continuez d'étudier en ce moment ? Quel est l'impact de la globalisation sur ces villes ?

Les grandes métropoles californiennes sont le produit de plusieurs vagues d'innovation « radicale » depuis le début du XX^{ème} siècle. A plusieurs reprises Los Angeles (LA) et San Francisco (SF) ont su capter les industries d'avenir - le cinéma avec Hollywood, suivi de l'industrie aéronautique pour LA, la révolution informatique pour SF. Leurs économies contiennent des clusters qui se situent au cœur des chaînes productives planétaires. La question qui se pose est comment et pourquoi la Californie a pu bâtir des grandes métropoles très riches en très peu de temps et à une grande distance géographique des grands marchés de l'époque ; et la réponse est toujours : innovation, au double sens d'innovation technologique, mais surtout organisationnelle.

Comme dans tous les pays, il doit y avoir aux États Unis des territoires en développement et d'autres en voie d'appauvrissement ? Quels sont les déterminants de ces tendances : les pôles technologiques et les capacités d'innovation, le retour de l'énergie à bas coûts de production avec l'exploitation des gaz de schiste, l'apport des populations migrantes au marché du travail ? Ou bien d'autres facteurs ?

Les deux forces principales qui agissent sont les suivantes. Pour les grandes métropoles, la raison principale de leur enrichissement relatif est que les activités économiques les plus qualifiées dépendent de ce qu'on appelle les économies d'agglomération. Il s'agit de branches de l'économie qui créent ou qui gèrent l'innovation ou le changement. Elles s'organisent en réseaux, dépendent d'accès à de vastes marchés du travail de haut niveau de qualification et spécialisés, ainsi que de l'accès à des sources diverses d'information. Pour les autres territoires, pour le dire le plus simple possible, autrefois ils bénéficiaient des activités (par exemple manufacturières) qui se sont délocalisées en leur faveur, en provenance des grandes métropoles, mais aujourd'hui, ces mêmes activités se dirigent vers les pays émergents, et n'ont plus besoin des territoires périphériques des pays avancés.



Les États Unis sont un pays fédéral : Comment peut-on décrire et analyser les relations économiques entre les États qui ont chacun leur propre logique de développement, leur fiscalité, et leur Banque d'État, et le niveau fédéral de régulation économique, de supervision parfois de politique volontariste, comme on a pu le voir au début du premier mandat de l'administration Obama pour cause de crise ?

Le système fédéral américain est bien complexe, sans doute autant que le « millefeuille français ». En fait, il n'y a pas de banque d'État dans les États, mais une seule banque fédérale, la Fed. Finalement, la Constitution américaine est très claire sur les relations entre États : aucun État ne peut entraver le libre commerce inter-États (le commerce est une clause de la Constitution). Pourtant, les États ont certaines compétences en matière de fiscalité et de régulation, pourvu que cela n'entrave pas la liberté de commerce. Je dirai que, au bout du compte, les systèmes français et américains ne sont pas si différents que ça. Chacun permet qu'un certain nombre de différences entre régions existent, pour des raisons de démocratie ainsi que pour des raisons pragmatiques. La supervision de l'État français sur ces régions (les préfets) est plus directe que la manière dont l'État fédéral à Washington encadre les États de l'union américaine, mais il y a la même gamme de fonctions régaliennes dans les deux cas. Là où les différences se font sentir c'est dans l'organisation de l'éducation (décentralisée aux USA), de la police (également décentralisée aux USA), et sur la possibilité qu'ont les États de doubler dans certains domaines les politiques conduites par l'État fédéral. Cela donne parfois une ambiance de compétition entre eux, qui peut

être très créative dans le « policymaking », mais quelquefois aussi source de concurrence de type « dumping ».

Mais de toute manière l'État fédéral tout comme les différents États ont des politiques qui peuvent être tout à fait volontaristes, comme en France, avec la différence que - fondamentalement - l'Amérique a une vision de départ plus libérale que la France. Mais une fois décidée, une politique aux États Unis est mise en œuvre par une machine administrative et un système judiciaire impitoyable. Il n'y a pas de culture « d'exceptionnalisme » à la française.

On peut observer que le taux de chômage aux USA est bas, mais on peut également lire dans différents travaux que le taux d'emploi l'est aussi ? Comment cela s'explique-t-il ? Chômeurs découragés ? Développement du travail indépendant ? D'une « zone grise » de l'emploi de type « Mechanical turkers »... ? Vous avez pu analyser les réalités du marché du travail dans les grandes métropoles : quels sont vos résultats ?

Depuis la crise de 2007, le taux de découragés s'est élevé. Pour l'instant, on attend pour voir si la baisse de ce taux sera temporaire ou permanente. Il y a bien sûr le fait démographique (vieillesse des baby-boomers). Cependant, le Code du travail américain est beaucoup plus favorable à la création d'emploi qu'en France. Je parierais que le taux d'emploi américain va remonter lentement, tout en laissant certains groupes de population à l'écart de la reprise. En France, je suis plus pessimiste, pour les raisons structurelles (Code du travail, ...) et de politiques macroéconomiques plus restrictives.

Pour les deux pays, la prochaine révolution technologique n'en est qu'à ses débuts, et ses effets sur l'emploi qualifié ne commencent qu'à peine à se dessiner. Les effets se feront sentir à la fois sur certaines régions et sur certaines catégories professionnelles. Il y aura des effets sur les inégalités, en termes de taux d'emploi et de revenus. Il est urgent que nous commençons à comprendre cette révolution et surtout que nous adaptions nos politiques en matière d'éducation, de portabilité des droits, de gestion des carrières et d'attitudes à l'endroit de cette révolution.

Pour en savoir plus :

- Michael Storper est Professeur à Sciences Po (Master Affaires Publiques), à la *London School of Economics and Political Science* (LES) ainsi qu'à l'UCLA (Université de Californie à Los Angeles). Ses travaux de géographie économique portent sur les dynamiques territoriales et urbaines dans la globalisation.
- Michael Storper, *The Rise and fall of urban economies*, Stanford University Press, 2015
- Michael Storper, *Key To the cities: How economics, institutions, social interaction, and politics shape development*, Princeton University Press, 2015
- Michael Storper, « Contexte, localisation et commerce international : vers une autre grande transformation », Thomas Paris et Pierre Veltz (eds), *L'économie de la connaissance et ses territoires*, Hermann, 2010

A propos de cet article

Auteur(s) : Michael Storper, Danielle Kaisergruber

: *Amérique, rupture, globalisation, villes, économies d'agglomération, vagues d'innovations, crise, taux de découragés, Danielle Kaisergruber, Michael Storper*

*** USA 2016 ***

L'intimité des Américains ordinaires

par Pauline Peretz - 02 Novembre 2016

Depuis plus de dix ans, un studio ambulant sillonne les États-Unis pour proposer à ceux qui le veulent d'enregistrer leur échange. En recueillant les paroles d'anonymes, Storycorps entend resserrer les liens et documenter l'Amérique contemporaine. Mais le projet n'invite-t-il pas d'abord à la mise en scène de soi ?



Metis reprend, avec son accord, cet article de Pauline Peretz, « L'intimité des Américains ordinaires », le 18 octobre 2016 dans La Vie des idées. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/L-intimite-des-Americains-ordinaires.html>

Les hommes de la rue, version 2.0

En 2003, le documentariste Dave Isay a une idée relativement simple : proposer à deux personnes de retrouver devant un micro enregistreur dans une cabine insonorisée disposée sur la voie publique, et donner, à l'issue des 40 minutes d'enregistrement, un CD gravé de leur échange. Le premier lieu choisi pour tenter l'expérience est la gare de Grand Central à New York, un lieu de très fort passage et de mixité sociale. Assez rapidement, le studio devient ambulancier en s'intégrant à un camion, et se déplace dans différents lieux de New York - Ground Zero et Brooklyn -, puis sillonne les États-Unis. Aujourd'hui, il existe trois stations permanentes d'enregistrement : Atlanta, Chicago, San Francisco, et un camion-studio qui

déplace de ville en ville et s'arrête quelques jours dans chaque lieu pour y faire le plein d'histoires.

[Dave Isay](#)



En treize ans, le projet prend une ampleur formidable. Il emploie désormais une centaine de personnes dans ses bureaux de Brooklyn tant qu'une douzaine d'autres sillonnent l'Amérique. Il fonctionne grâce à un budget de 10 millions de dollars, principalement issu de subventions publiques (le National Endowment for the Arts, ou la Corporation for Public Broadcasting) et privées (les fondations Ford, W.K. Kellogg, Bill et Melinda Gates, MacArthur, l'entreprise automobile Subaru et le Cancer Treatment Centers of America), mais aussi grâce aux revenus tirés des ventes de livres et du financement populaire par recours au crowdfunding. Dave Isay est désormais un homme d'affaires qui ne cesse de chercher à poursuivre le développement et la déclinaison sur différents supports de son intuition initiale. Aujourd'hui, StoryCorps existe sous la forme de deux sites (storycorps.org et storycorps.me), d'émissions hebdomadaires de radio diffusées sur [la chaîne publique NPR](#), de documentaires animés mettant en images [les meilleures histoires](#), et de livres thématiques organisés autour d'une sélection d'histoires retranscrites et éditées, dont plusieurs ont été des best-sellers. Ainsi le dernier publié en avril 2016, *Callings*, est consacré à [la naissance de la vocation](#) ; *Listening is an Act of Love. A Celebration of American Life* (2008) se présente comme [une sélection de « portraits émouvants de la vie](#)

[américaine](#) ».

Le développement de StoryCorps ne vise pas seulement la multiplication des supports. Il cherche aussi à éclairer de manière volontariste des pans de la société américaine qui ne vont pas spontanément s'enregistrer dans les studios mobiles et qui sont insuffisamment audibles ou présents dans la presse ou le débat public. Par la création de partenariats avec des associations représentatives de chacun des groupes, le projet essaie de faire entendre de manière privilégiée certaines classes d'âge (les jeunes, les vieux), certains groupes ethno-raciaux ([les Latinos](#), avec le projet « *Historias* », [les Africains-Américains avec la « Griot initiative](#) »), des groupes historiquement muets ([la communauté LGBTQ par l'initiative « Outloud](#) », les victimes de guerres (d'Irak et d'Afghanistan) ou de catastrophes (ouragan Katrina). Suivant un agenda politique clairement progressiste, le projet StoryCorps étend de proche en proche sa couverture de la société américaine. Les deux dernières initiatives en date visent à recueillir les souvenirs des personnes victimes de troubles de la mémoire (« [Memory Loss Initiative](#) ») et les témoignages de prisonniers (« [Justice Project](#) »).

lancé en 2016), chacun de ces groupes étant accompagné par des facilitateurs formés.

La plus ambitieuse initiative, financée par l'obtention d'un prix TED pour l'innovation d'un million de dollars, constitue une nouvelle étape pour StoryCorps. La mise à disposition publique d'une appli mobile permettant l'enregistrement d'une conversation à tout endroit au format StoryCorps et l'archivage instantané par la Bibliothèque du Congrès (l'enregistrement, qui arrive en version numérique « *born digital* », prêt à la conservation) démultiplie le potentiel du projet et est susceptible d'en faire un outil véritablement populaire. En un an, 60 000 nouvelles histoires sont arrivées à la Bibliothèque du Congrès par le biais de cette application. Le succès a été facilité par son utilisation par des élèves de lycée dans le cadre d'un projet éducatif autour de Thanksgiving : chacun devait aller interviewer une personne âgée de son entourage ; ainsi, documentation historique et rapprochement intergénérationnel coïncidaient, le téléphone portable généralement vu comme creusant un fossé entre la génération *millennial* et les autres devenant là un instrument de lien. Le développement est spectaculaire et l'ambition assez mégalomane, puisqu'il s'agit de rien de moins que de « contribuer à créer une archive de la sagesse de l'humanité ». La prochaine étape est la mise en ligne de tous ces enregistrements sur le site storycorps.me et leur classement pour les rendre consultables par

L'intimité mise en scène

Pour ceux qui ont vu récemment le documentaire *Les Habitants*, il est difficile de ne pas penser au dispositif imaginé par Raymond Depardon pour « écouter parler » les Français : une caravane aménagée partie sur les routes de France installée dans les lieux de passage, quelques micros, une caméra. Le documentariste a invité des gens qu'il rencontrait sur son chemin à poursuivre leur conversation devant la caméra « sans contraintes, en toute liberté ». Il les a filmés de profil devant une fenêtre donnant sur la rue, sans poser de question, laissant la parole libre et se contentant de restituer en l'état leurs conversations sans indication d'âge ou de métier [1]. Outre le dispositif technique, les similarités entre les deux projets sautent aux yeux : même ambition - faire entendre la parole des gens ordinaires -, même mode opératoire - l'enregistrement d'une conversation entre les deux personnes d'un « couple » au sens très large -, même attente à l'égard des personnes enregistrées qu'elles acceptent de laisser une trace qui pourra être utilisée à des fins publiques ou artistiques.

Pourtant les différences entre les deux projets sont bien réelles, au delà même des moyens incomparables déployés par StoryCorps. Dans les deux cas, existe bel et bien un biais de sélection des couples ». Depardon a proposé à des personnes repérées dans la rue ou dans les lieux publics de prolonger leur échange dans la caravane ; il ne dit pas ce qui l'a incité à inviter les uns plutôt que les autres : l'intérêt ou l'intensité de leur conversation, leur photogénie, leur représentativité sociale ? Dans le projet StoryCorps, l'enregistrement est le résultat d'une auto-sélection : les personnes qui passent le seuil du studio sont volontaires et doivent avoir réservé une session d'enregistrement à l'avance. La temporalité n'est donc pas la même : dans *Les Habitants* la séance a lieu immédiate après le repérage ; pour StoryCorps, les volontaires ont eu le temps de se préparer à la séance. Ils ont pu écouter les enregistrements sélectionnés et montés en ligne sur le site, et donc tenter d'irriter ces exemples qui peuvent être vus comme des modèles de l'enregistrement idéal. L'échange a pu être préparé, les questions discutées préalablement. Le site propose d'ailleurs une série de questions susceptibles d'orienter la discussion dans des directions morales, intimes ou anecdotiques, bien éloignées de l'entretien journalistique ou ethnographique : « Quelles sont les plus importantes leçons que vous avez apprises dans votre vie ? », « Comment voulez-vous qu'on se souvienne de vous ? », « Quelles chansons vous chantait votre mère quand vous étiez enfant ? » Sciemment ainsi clairement encouragés les « moments de vérité » : la discussion d'éventuels malentendus fondateurs, la révélation de secrets de famille, la parole de réconciliation avant une disparition inéluctable, la transmission de souvenirs héroïques ou d'humiliations refoulées. [Ainsi Sam Harmon, vétéran noir de la marine, raconte à son petit-fils comment on lui a refusé l'accès à un cinéma à Washington alors même qu'il portait l'uniforme.](#) Le projet StoryCorps conduit donc à un enregistrement bien éloigné de la parole spontanée, qu'ont cherché à recueillir Depardon et avant lui bien d'autres interviewers de radio, ethnographes ou folkloristes.

En outre, parce que l'enregistrement nécessite une prise de rendez-vous, il tend à devenir un événement important dans la vie de ceux qui décident de le réaliser. La conversation qui a lieu devant le micro est très loin d'être un échange anodin dans un cadre habituel ; certains semblent bien au contraire attendre d'elle qu'elle soit une expérience cathartique. C'est l'occasion des leçons de vie sur l'épreuve passée - la maladie, la guerre, le retour du front de l'époux défiguré ou détraqué... Des choses qui n'ont jamais pu être dites le sont devant le micro, notamment toutes sortes de *coming out* ou l'orientation sexuelle, l'addiction à la drogue, ou des activités politiques difficilement avouables. L'enregistrement peut être le moment de la confession. Dans la sélection mise en ligne, des questions qui n'ont jamais été posées par pudeur ou par crainte de la réponse le sont comme si c'était l'ultime occasion de se parler vrai (un fils à sa mère : « pourquoi as-tu attendu si longtemps pour me dire que je n'étais pas ton fils biologique ? »). On croit surprendre un échange intime entre deux personnes qui vont se séparer pour longtemps (départ pour le front) ou toujours (maladie grave, perte de mémoire, mort imminente). C'est aussi le moment de la déclaration d'amour, d'admiration, ou d'expression d'une reconnaissance, [telle celle que le neveu témoigne à l'oncle qui l'a aidé à préparer la sortie de la prison de Rikers Island.](#)

Le micro semble jouer le rôle d'accoucheur, de thérapeute même - d'ailleurs, la session dure quarante minutes et une boîte de kleenex est disposée sur la table d'enregistrement. Isay raconte régulièrement que c'est à la suite d'une conversation enregistrée avec son père au cours de laquelle celui-ci lui a révélé qu'il avait eu une double vie homosexuelle qu'il a décidé de créer StoryCorps. Dans ces enregistrements formatés et ritualisés, il y a donc une mise en scène de soi et de l'intimité qui n'a plus rien de naturelle, mais aussi une forme d'exhibitionnisme de l'émotion [2].

Des oreilles pour écouter ?

« J'existe ». Pour le fondateur de StoryCorps, Dave Isay, c'est la conviction que doivent s'être forgée les personnes qui ont réalisé l'enregistrement. Après avoir vécu cette expérience, elles doivent être persuadées que leur vie, comme celle de très nombreux Américains ordinaires, a une valeur intrinsèque, pour leurs proches mais aussi pour l'ensemble de la société. En quittant le studio, elles doivent avoir le sentiment d'être sorties de l'invisibilité. Pour Isay, l'enregistrement de ces voix d'anonymes dans les rues des grandes villes américaines doit permettre d'honorer, de préserver, et d'éduquer à la fois.

Listening Is an act of love



Sur la carrosserie des camions qui sillonnent le pays pour enregistrer les Américains ordinaires, on peut lire cette inscription en lettres blanches sur fond orange : « *listening is an act of love* », « l'écoute des autres est un acte d'amour ». Cette formule peut s'appliquer à la relation qui unit les deux personnes qui ont décidé d'effectuer ensemble l'interview. Mais cette écoute généreuse et aimante va-t-elle bien au-delà du cercle des proches ? En attendant la mise en ligne de toutes les sessions sur le nouveau site, seule une sélection d'enregistrements est en ligne sur le site storycorps.org, les autres -probablement la très grande majorité - ne peuvent être écoutés qu'à la Bibliothèque du Congrès. Les enregistrements sélectionnés et édités ont une charge dramatique très forte. Et cette sélection semble obéir à un certain nombre de critères : leur valeur edificatrice (histoires de résilience, d'amour par-delà la séparation, les traumatismes, la guerre, histoires d'acharnement dans l'adversité), leur caractère surprenant, leur capacité à réhabiliter des minorités méprisées (notamment les gays et lesbiennes qui occupent une place de choix sur le site) ou à illustrer des pans mal connus de l'histoire américaine. Les enregistrements mis en ligne dorment souvent des Américains ordinaires l'image de héros, « *ordinary people doing the extraordinary* ». Ainsi Austin Chen, 51 ans, obstétricienne à Taiwan, est considérée par Dave Isay qui l'interviewe comme une héroïne car, pour honorer son engagement à faire accoucher elle-même l'ensemble de ses patientes, elle a définitivement renoncé à prendre le moindre jour de congé.

Il est difficile aussi de savoir combien de fois ces histoires sont écoutées - les chiffres d'écoute des enregistrements ne sont pas publics. L'émission hebdomadaire « StoryCorps » sur NPR, d'une durée moyenne d'une dizaine de minutes, semble appréciée des auditeurs. Mais elle ne restitue pas l'enregistrement brut tel qu'il a été réalisé. Les passages les plus chargés en émotion (souvent ceux où les interviewés pleurent ou déclarent leur amour) ou les phrases les plus marquantes sont sélectionnés pour servir d'illustrations à un récit raconté par un des producteurs de l'équipe. L'enregistrement initial a donc été considérablement modifié ; les quelques minutes conservées n'ont d'autre fonction que l'authentification des propos. Le modérateur oriente le propos et l'interprétation. Il n'est donc pas dit qu'en laissant une trace sonore de son existence pour la postérité, les voix de ceux qui passent par le studio StoryCorps soient écoutées par d'autres Américains ordinaires.

Document historique ou *story telling* ?

Ces enregistrements ont-ils cependant une valeur documentaire ou historique ? Lors de l'inauguration du projet en 2003, Isay a voulu placer StoryCorps sous le patronage du grand homme de radio Studs Terkel, « célèbre », comme il le disait lui-même, « pour avoir célébré ceux que l'on ne célèbre pas ». Grâce à son travail de recueil des récits de vie devant le micro, il a réussi à tirer du silence les anonymes dont la parole

avait longtemps été disqualifiée comme insignifiante ou incompétente [3]. Généreux, Terkel dit lors de l'inauguration que le nouveau projet permettrait d'entendre enfin les voix des ouvriers anonymes qui avaient construit pierre après pierre Grand Central Station, c'est-à-dire de faire une histoire des États-Unis par le bas en écoutant aussi les absents des livres d'histoire. Inviter Terkel, c'était placer StoryCorps dans la lignée des plus grands projets oraux américains à vocation documentaire historique et sociale. Or si l'on écoute bien Dave Isay, on entend deux ambitions simultanées : la première est de faire de l'enregistrement StoryCorps un consolidateur de liens - amicaux, familiaux, intimes - et un moyen de faciliter la communication et la compréhension intergénérationnelle. La seconde

de faire œuvre d'histoire : StoryCorps serait « le plus important projet d'histoire orale jamais entrepris ». Ces deux ambitions, intimes et documentaires, sont-elles compatibles au sein d'un même projet ?

En convaincant, sans difficulté semble-t-il, l'American Folklife Center de la Bibliothèque du Congrès de conserver l'ensemble des enregistrements réalisés (plus de 65 000 histoires aujourd'hui), StoryCorps a signifié son ambition documentaire et sa volonté de se placer dans la lignée des plus grands projets d'histoire orale du siècle précédent. Ce centre est en effet le dépositaire de l'ensemble des interviews des anciens esclaves enregistrés par l'équipe du Federal Writers' Project (dont [Alan Lomax](#), Zora Neale Hurston, John Henry Faulk) dans le cadre de l'agence de la Work Progress Administration créée par le New Deal, des enquêtes culturelles et folkloriques réalisées dans de nombreux États (ainsi celle menée sur la vie des cow-boys dans le Montana), du [Civil Rights History Project](#) ou du [Veterans History Project](#) encore en constitution actuellement. Ce sont donc des moments centraux de l'histoire américaine du XXe siècle que l'AFC garde en mémoire grâce à ces collections d'histoire orale.

Indéniablement, les matériaux collectés par StoryCorps ne sont pas de la même nature : les participants ne sont pas sélectionnés par un interviewer connaissant le terrain, mais sont volontaires et réalisent l'entretien sans intervention extérieure - le « facilitateur » présent dans la cabine n'intervient pas pendant l'échange. Pour mémoire, en 1941, pour prendre le pouls de la nation après l'attaque de Pearl Harbor, Alan Lomax confia du matériel enregistreur de la Bibliothèque du Congrès à une dizaine de personnes présentes sur le terrain pour qu'elles recueillent les réactions du « *man-on-the-spot* ». Sur les enregistrements StoryCorps, seuls sont précisés les prénoms et noms des deux personnes, et le lieu d'enregistrement ; on ne sait rien de leur âge, de leur profession, de leur situation familiale, de leur lieu de vie. Les précisions sociodémographiques de rigueur dans un projet documentaire sont absentes, probablement pour donner à entendre un anonyme, à qui chacun pourra s'identifier. La durée des enregistrements est systématiquement de 40 minutes quelle que soit la densité des propos, et ils ne sont ni édités (dans la version conservée à l'AFC), ni retranscrits pour faciliter un éventuel usage académique.

Où réside donc la valeur documentaire de ces enregistrements ? La capture de l'intimité permise par les conditions de collecte en fait paradoxalement l'intérêt. Il y a peu d'autres moyens de se rapprocher d'aussi près de l'échange qu'il peut y avoir entre deux personnes d'une même famille, deux amis, deux amants, deux collègues. L'historien et le sociologue peuvent avoir recours à la correspondance, au journal intime, aux pages Facebook s'ils en obtiennent l'accès. Mais, en dépit de la dramatisation associée à la présence du micro et à l'incitation à la mise en scène de soi par les initiateurs du projet, on peut difficilement imaginer meilleur dispositif à moins de se résoudre à dissimuler un micro et des caméras dans une maison. Par le biais des enregistrements StoryCorps trouvent ainsi mis à disposition des chercheurs des matériaux considérables sur des sujets intimes comme le mariage, l'attitude face à la maladie et la mort, l'éducation des enfants, mais aussi sur des sujets tabous qui laissent d'habitude peu de traces, comme l'inceste, le harcèlement sexuel, ou la maltraitance. D'après Nicole Saylor, directrice des archives de l'American Folklife Center, des historiens s'en servent aussi comme sources pour des recherches sur des sujets aussi divers que le mur de Berlin, les émeutes de Detroit de 1967, l'histoire des jardins communautaires ou des parcours migratoires, notamment mexicains [4]. Ce corpus donne aussi à entendre un échantillon très large de voix, d'accents et d'expressions, qui varient considérablement aux États-Unis en fonction des régions, du genre et de la race. De nombreux usages peuvent être faits de ce matériau dont l'ampleur est considérable.

Des critiques ont pourtant été exprimées dans le milieu des historiens. StoryCorps y est vue comme la tête de proue d'un mouvement diffus dans la société américaine de popularisation de l'histoire orale jugé néfaste car non respectueux des règles de la discipline. Selon ces critiques, humaniser l'histoire en l'incarnant par des récits de vie a certainement des vertus pédagogiques, mais pas à n'importe quel prix. Les interrogations les plus immédiates portent sur les conditions de la collecte, déjà mentionnées. La part volontairement laissée à l'émotion disqualifie aussi aux yeux de certains historiens la prétention de StoryCorps à s'inscrire dans la lignée des Lomax et Terkel parce que, si elle n'est pas toujours trompeuse, l'émotion peut altérer l'intelligibilité des événements racontés. Alexander Freund, l'histoire orale promue par StoryCorps est aussi une histoire conservatrice qui renoue avec les présupposés de l'histoire du consensus des années 1950, construite autour des thèmes de l'exceptionnalisme américain et de l'unité de la nation, allant à rebours de la nouvelle histoire sociale qui insiste, elle, sur la diversité du pays, ses divisions, ses conflits. Enfin en consacrant la résilience de l'individu face à l'adversité, StoryCorps laisserait entendre que l'État n'aurait pas de rôle à jouer dans la vie des Américains [5]. Jouissant d'un impressionnant succès public, le projet reste cependant imperméable à ces critiques qui ne dépassent guère le milieu des spécialistes de l'histoire orale.

L'expérience StoryCorps est ambivalente. Elle vise à cultiver l'intérêt pour autrui et la curiosité sociale. Elle veut aussi contribuer à davantage de tolérance et à l'inclusion des exclus dans une société américaine profondément clivée socialement et racialement. Dave Isay la présente même comme un antidote au cynisme et à la violence qui frappe épisodiquement les villes des États-Unis. Mais la sincérité et l'intention louable du projet - faire entendre les inaudibles - sont altérées par la mise en scène et la dramatisation des récits enregistrés. Celles-ci ont certainement contribué à la popularité

de StoryCorps, mais elles conduisent aussi à interroger l'authenticité de ces enregistrements. Ce n'est pas « l'homme de la rue » qui parle devant le micro du camion mobile, c'est une personne sortant de son cadre de vie habituel pour avoir un échange que le projet incite par bien des voies à être extraordinaire. Parle-t-on vrai lorsque, placé devant un micro, on souhaite donner la meilleure image de soi parce qu'on espère laisser une trace pour la postérité ? En brouillant les frontières entre l'intime et le public, StoryCorps participe d'un mouvement plus large de mise en scène de l'émotion qui agit au détriment de l'intelligibilité des phénomènes sociaux.

Pour en savoir plus :

[1] Raymond Depardon, *Les Habitants*, Le Seuil, 2016

[2] Voir Nancy Abelman, Susan Davis, Cara Finnegan, Peggy Miller, « What is StoryCorps Anyway ? », *Oral History Review*, vol. 36 n°2, Summer/Fall 2009, p. 255-260

[3] Laure Bordonaba, « L'Amérique vue d'en bas », *La Vie des idées*, 7 septembre 2011

[4] Entretien avec Nicole Saylor, 13 juillet 2016

[5] Voir Abelman, Davis, Finnegan, Miller, *ibid.* et surtout Alexander Freund, « Under Storytelling's Spell : Oral History in a Neoliberal Age », *Oral History Review*, vol. 42 n°1, Winter/Spring 2015, p. 96-

A propos de cet article

Auteur(s) : Pauline Peretz

: *USA, société américaine, Storycorps, born digital, Les Habitants, génération millennial, La Vie des idées, Pauline Peretz*

*** USA 2016 ***

Michael Piore: « Si nous voulons garder les bénéfices liés à la globalisation, alors... »

par Michael Piore, Claude-Emmanuel Triomphe, Jean-Louis Dayan - 05 Novembre 2016

Michaël Piore est un économiste américain renommé du MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Boston. Il revient pour Metis sur les hypothèses de la segmentation des marchés du travail dont il fut le précurseur dans les années 70 et nous parle de ce qui a changé des deux côtés de l'Atlantique. Flexicurité, transformations du travail, globalisation, programme démocratique pour les élections présidentielles : ses propos ne manqueront pas de nous interpeler !



Vous avez été les premiers avec R. Doeringer à décrire et analyser le phénomène de la segmentation entre emplois durables et précaires. C'est devenu aujourd'hui un trait structurel des marchés du travail. Qu'est-ce qui a changé depuis les années 70 ?

Nos travaux se sont développés à deux niveaux dans les années 70 :

- Une approche analytique selon laquelle, par contraste avec l'économie standard, nous développons l'idée que les processus économiques n'étaient pas seulement le fait d'agents économiques au sens strict, mais aussi de personnes et de groupes socialement intégrés. Et que la manière dont cette intégration sociale était réalisée était cruciale pour ce qui concerne leur engagement productif, l'organisation de leurs vies, etc..
- Une approche institutionnelle selon laquelle ces processus économiques résultaient aussi d'arrangements institutionnels conditionnés par la technologie, la structure sociale ainsi que par des jeux de pouvoirs, en particulier entre employeurs et travailleurs.

La segmentation dont nous parlions alors résultait de cette structure. Elle avait dans ces années-là pour but de donner plus d'efficacité au cadre existant du second marché du travail, qui s'appuyait sur les femmes, les jeunes, les migrants, avait besoin de flexibilité pour rendre l'économie, dominée par des hommes blancs travaillant à plein temps, plus efficace. Et ces groupes avaient une intégration sociale telle qu'on pouvait leur faire porter cette instabilité.

Aujourd'hui l'idée de segmentation du marché du travail est toujours valide. Mais ce qui a changé c'est l'ensemble des contraintes qu'il s'agit de la technologie, des forces en présence ou des structures sociales externes. L'environnement actuel est en conflit avec les structures héritées des années 70. Il y a une énorme pression pour qu'elles s'ajustent. Et il est certain que nous avons absolument besoin d'un fort ajustement institutionnel. Or ce processus est assez confus et compliqué. Les forces en présence ont beaucoup évolué, en particulier du côté des employeurs. Mais du côté des travailleurs c'est aussi le cas. Prenez l'exemple des femmes ou des migrants. Aux USA, plus de 90% des femmes adultes font partie de la population active. Pour ce qui est des migrants, s'il y en a toujours qui arrivent et qui partent, une grande partie d'entre eux reste en recherche à occuper des positions permanentes. Mais ces deux groupes ne peuvent pas porter seuls l'instabilité.

En ce qui concerne la technologie sur laquelle on met un accent énorme est mis aujourd'hui. On lui prête une sorte de déterminisme qui est, à mon sens, déplacé. Si une partie des tâches qui en découlent peut être divisées en micro tâches, c'est loin d'être le cas général. Donc cette évolution technologique requiert elle aussi un environnement social stable. Prenez l'exemple du travail temporaire il y a deux catégories d'intérimaires : ceux qui travaillent pour une courte période au terme de laquelle leur contrat prend fin; ceux qui occupent des postes permanents. Pour ceux-là le travail temporaire est une sorte de test pratique pour les employeurs qui ont de plus en plus de difficultés à savoir comment intégrer les gens dans un processus productif.

Regardez aussi le secteur de la construction. Nous parlions de la segmentation surtout dans le secteur de l'industrie manufacturière. Mais dans le secteur de la construction tout est temporaire. Il faut sans cesse que vous organisiez et réorganisiez vos projets. Dans ce secteur les syndicats aux USA sont organisés par métiers. Et leur but est de rechercher des emplois permanents au travers de divers projets. Voilà un secteur où s'est constituée une sorte de marché interne dans lequel les travailleurs sont constamment déployés vers de nouveaux projets mais avec une continuité de leur travail. La manière dont ce secteur s'organise est doit être regardée de près.

Les réformateurs libéraux imputent cette segmentation aux rigidités du CDI, qu'ils veulent flexibiliser au nom de la justice sociale. Est-ce aussi votre point de vue ?

Le problème c'est que ces réformateurs néo-libéraux ont en tête une représentation très classique de l'économie et la façon dont les gens devraient se comporter dans un tel modèle. Mais c'est une abstraction. Ce qu'ils nomment rigidités est le produit d'un rapport de forces. Ce qu'ils veulent c'est bâtir un monde conforme à un modèle qui ignore ces forces. S'il est vrai que les arrangements institutionnels issus de la seconde moitié du 20e siècle sont devenus obsolètes, leur idée d'avoir un marché du travail fonctionnant selon la théorie économique standard est, elle aussi, impraticable.

Il existe en Europe des alternatives à la réforme libérale (flexicurité, marchés transitionnels), qui proposent de déplacer la protection des emplois vers les personnes en mettant l'accent sur la sécurité des transitions. Cela vous paraît-il une issue crédible à la crise de l'emploi ?

Cette question appelle une réponse complexe que je ne pourrais pas développer ici. D'un côté, la flexicurité instituée dans certains pays européens modère l'impact immédiat des pertes d'emplois facilite les mouvements sur le marché du travail. Aux USA, en revanche, le principal problème est que les prestations sociales sont liées à un employeur donné - santé, retraite, congés maternité et même les services de garde d'enfants. Les gens sont donc réticents à changer d'emploi, à bouger sur le marché du travail, de peur de perdre ces prestations. Ainsi, une contribution importante à la construction d'un marché du travail flexible aux Etats-Unis serait d'universaliser ces avantages et de les séparer de l'emploi occupé.

La persistance des avantages privés liés à telle ou telle entreprise sape en outre l'organisation des syndicats, car ils ont furieusement cherché à les préserver. Ce fut un progrès dans l'après-guerre lorsque ces types de prestations ont été négociés, les syndicats ont en effet été considérés comme l'avant-garde de la classe ouvrière, défenseurs des rémunérations et d'avantages qui ont ensuite été répartis entre tous les travailleurs. Mais depuis les années 1980, de plus en plus de travailleurs ont constaté que leurs avantages sociaux étaient réduits ou supprimés par leurs employeurs. Les travailleurs syndiqués qui continuent à profiter de ces prestations sont alors considérés comme des classes privilégiées. C'est particulièrement vrai dans le secteur public. Cette représentation des travailleurs syndiqués comme spécialement privilégiés a clairement affaibli le soutien de l'opinion publique à la protection défensive des syndicats, dont la protection juridique a été minée et réduite. Par conséquent, l'universalisation des avantages sociaux et de la protection sociale libérerait les syndicats de l'énorme fardeau qu'ils portent actuellement.

Cependant, quelles que soient les répercussions du déplacement vers les questions de revenu et de sécurité sociale, des suppressions d'emploi continuent dans certains secteurs, et quoiqu'elle puissent être modérées par même si des politiques publiques qui facilitent le mouvement vers de nouveaux employeurs lorsque vous perdez votre emploi, ces mesures ne jouent en rien sur la perte d'identité, le développement de l'anonymat. Et, par conséquent, aucun de ces arrangements ne résoudra les inquiétudes liées au changement technologique, à l'expansion du commerce international à l'immigration. La réaction politique exprimée au travers du Brexit en Europe et des candidatures de Trump et Sanders aux Etats-Unis suggèrent que si nous ne ralentissons pas le rythme du changement et l'ampleur des ajustements que nous imposons à notre main-d'œuvre, nous pourrions être forcés d'abandonner l'ensemble des avantages du commerce et du changement technologique.

Les institutions mises en place au 20^e siècle ont créé des allocations et des protections, qu'il s'agisse de la santé ou des retraites. Financées par des impôts et charges sociales. Mais ceci n'est pas viable, parce que les employeurs ne sont plus en mesure d'assurer la stabilité de ces systèmes. Parallèlement, dans les cadres institutionnels développés dans les années 1930-1960, les syndicats aux Etats-Unis en tout cas, étaient vus comme des forces créant des précédents et susceptibles de les étendre à chacun. Depuis les années 1980, avec le déclin de l'emploi stable, ils ne sont plus vus comme une avant-garde, mais au contraire comme les gardiens de privilèges. Ce qui accroît le ressentiment à leur égard et mine leur capacité à obtenir un soutien politique.

Ces institutions avaient pour but de concilier des forces sociales qui étaient vitales pour la production et le maintien de l'Etat-Providence. Il nous faut donc comprendre la nature de ces institutions et avec la nature du système productif de l'époque pour trouver aujourd'hui les chemins d'institutions plus flexibles. La négociation collective peut faciliter la mise en place de telles institutions. L'approche promue par Badinter et Lyon-Caen est sans doute digne d'intérêt tout comme la proposition d'aller vers davantage d'allocations universelles.

Flexisécurité et marchés transitionnels sont des concepts intéressants mais ils ne sont pas, à mon avis, à la hauteur des problèmes posés. Car ils ne parviennent pas à imaginer les institutions qui pourraient aujourd'hui répondre aux nouvelles structures productives. La flexisécurité se propose surtout de répondre aux problèmes de ceux qui perdent leur emploi, mais elle n'intègre pas le fait que l'emploi lui-même est un droit et que le travail est constitutif de l'identité des personnes. La flexisécurité ne peut pas se substituer au besoin d'institutions traduisant le caractère social de l'activité économique.

On parle aussi aujourd'hui de société "post-salariale", au vu notamment du développement des plates-formes numériques et du travail non salarié dépendant. Pensez-vous que nous vivons la fin du salariat ?

Non, une partie du travail reste parcellisable comme Henry Ford l'a conçu avec ses chaînes de montage ou encore comme Adam Smith en a parlé dans son exemple célèbre de la Pin Factory (Manufacture d'épingles). Il n'y a aucun doute que certains travaux puissent être divisés de cette manière. Mais en même temps ils relèvent de plus en plus des machines et des automates. Et la tendance forte de la nouvelle économie est celle d'une organisation du travail qui requiert une des interactions humaines grandissantes et qui s'intègre dans une structure sociale qui doit être cultivée et maintenue.

Prenons l'exemple d'Intel, cette grande entreprise emblématique de la nouvelle économie numérique qui produit des puces (chips) par génération, environ tous les 2 ans. Ces puces sont destinées à s'intégrer dans des ordinateurs, des smart phones dont les capacités doivent augmenter pour accueillir de nouvelles applications. Et c'est grâce à ces nouvelles applications qu'Intel peut développer son business et son marché. Or, ces nouvelles applications dépendent d'une large communauté de développeurs et de techniciens, en général indépendants, qu'Intel doit soigneusement organiser et orchestrer afin que les applications soient prêtes au même moment que ses nouvelles puces. Et c'est la clé de son succès. Mais la tentation d'Intel, du fait que ses propres ingénieurs des tas de relations avec cette communauté, c'est de s'approprier ces résultats, ces savoir-faire pour asseoir sa domination et ses profits. En même temps si Intel le fait, elle tue son propre avenir et sa capacité à développer de nouvelles applications. L'entreprise doit donc trouver un moyen de modérer ses appétits afin de préserver cette communauté. Il faut donc qu'elle développe une sorte d'engagement vis-à-vis des membres de cette communauté. Mais lesquels et comment ? Voilà toute la question. Peut-on encore parler de salariés ? Je pense que oui, mais à condition de prendre en considération ce nouveau paradigme productif et en recherchant là encore quelles sont les institutions capables d'assurer un équilibre des forces et de faire vivre une économie sociale.

Aux États-Unis, le taux de chômage est revenu à son niveau d'avant la crise des subprimes, mais les taux d'activité ont baissé, peut-on encore parler de plein emploi ?

C'est une question ardue. Car le chômage ne signifie pas aujourd'hui la même chose que dans les années 1960. Il me semble difficile de revenir au niveau d'emploi de cette époque. Il faut redéfinir les concepts, car le chômage est une construction sociale. Et ce n'est certainement pas en éliminant les assurances chômage, comme le veulent les néolibéraux, que l'on va réduire significativement le chômage.

Qu'est-ce qui vous paraît intéressant dans la plate-forme démocrate pour les prochaines élections présidentielles en matière de politiques du marché du travail ?

Personne n'a vraiment lu la plate-forme démocrate. Tous les 4 ans elle dit plus ou moins la même chose sur la santé, le rôle des syndicats, etc. Mais cette année, il y a deux éléments nouveaux qui ont été avancés notamment par Bernie Sanders. Le premier est la fixation du salaire minimum fédéral à 15 dollars. Et le second concerne les traités commerciaux internationaux. Hillary Clinton a été contrainte d'accepter ces deux propositions si elle voulait gagner les soutiens de Sanders pour être nommée candidate, mais surtout pour l'élection. (Hillary Clinton a promis une augmentation du salaire minimum à 12 dollars, NDLR)

S'agissant du salaire minimum, ce fut sans doute la campagne qui a rencontré le plus de succès sur les 30 dernières années. Elle a déjà réussi à faire en sorte que le salaire minimum soit relevé dans certains Etats ou certaines villes (puisque ces entités ont le pouvoir de le faire). Mais la plate-forme ne dit pas comment ils vont s'y prendre au niveau fédéral et dans quels délais : 2 ans ? 5 ans ? D'ailleurs, il y a encore des ambiguïtés.

Du côté des traités commerciaux (transpacifique, transatlantique), la plate-forme indique que dans leur forme actuelle, ils ne sont pas acceptables. Mais elle ne dit rien sur ce qui serait acceptable. Et après cela, Hillary Clinton ne pourra pas faire ratifier les traités tels qu'ils sont. Cela créerait un trouble trop important. Ce qu'il faut retenir en tout cas, c'est que la question des traités a dominé toute la campagne. Et à mon avis il s'agit là d'un tournant majeur en matière de globalisation.

A propos de cet article

Auteur(s) : Michael Piore, Claude-Emmanuel Triomphe, Jean-Louis Dayan

: *USA, Clinton, Sanders, Trump, Brexit, syndicats, traités, élection, flexicurité, flexibilité, emploi, travailleurs, société post-salariale, segmentation, Claude-Emmanuel Triomphe, Michael Piore*

*** USA 2016 ***

Conservatismes « en marche »

par Danielle Kaisergruber - 21 Novembre 2016

Puisque décidément l'époque est au triomphe du conservatisme sous toutes ses formes, il n'est pas inutile de les connaître mieux. Partant du constat de l'absence d'intérêt, des universitaires chercheurs pour les mouvements de droite, Clarisse Berthezène et Jean-Christian Vinel (tous deux professeurs au Département d'Etudes anglophones de l'Université Paris Diderot) ont rassemblé dans un ouvrage des articles croisés sur les USA, le Royaume-Uni et la France. Un détour par l'histoire instructif.



Donald Trump n'est pas sorti instantanément tel Batman des derniers étages de la Trump Tower et le style très particulier de Theresa May non plus (très à droite, mais sociale, traditionaliste ses valeurs, mais féministe). Une tradition bien établie dans le monde des historiens et des politologues (type René Rémond en France) fait du conservatisme non un corpus d'idées, mais plutôt quelque chose comme « un état d'esprit », dans la tradition de la critique de la Révolution française de 1789 par Edmund Burke. Mais au 20e siècle, le conservatisme s'est profondément transformé et diversifié. Il s'est en quelque sorte « collé » au libéralisme économique qui a gagné le monde depuis l'accession de la Chine à l'OMC et la chute du Mur de Berlin. Et dans le même temps, il s'est transformé en « révolution morale et sociale ».

S'agissant des États-Unis, c'est dans les années 60 que commence de s'affirmer un ensemble d'idées maintenant bien enracinées : la lutte contre le New Deal et le keynésianisme en est la base, avec le refus des impôts et cotisations sociales obligatoires, donc de l'Etat Providence. Les figures de Barry Goldwater (candidat aux Primaires démocrates de 1964), de George Wallace (candidat républicain aux élections de 1964 puis de 1968) sont caractéristiques. L'objectif de

Wallace : « représenter une proportion large de la population américaine blanche : les bas salaires, les petits entrepreneurs, les petits agriculteurs avec un discours hostile aux élites de la Nouvelle Angleterre et aux Noirs américains ». (Michael Kazin et Stéphane Porion, « Deux conservateurs populistes aux États-Unis et au Royaume-Uni : George Wallace et Enoch Powell »). George Wallace a des réseaux de militants de base dans le sud en particulier, autour de la John Birch Society, un groupe d'adeptes des théories du complot. Le populisme, au sens de l'entretien de la colère des plus défavorisés en leur offrant des boucs émissaires explicatifs et exutoires, est déjà bien là. La défense de la ségrégation raciale est restée bien vivante jusqu'au dernier tiers du 20e siècle. Rappelons que c'est en 1968 que Martin Luther King est assassiné.

« C'est à partir de ce moment-là que les conservateurs affichèrent leur sympathie pour les Blancs, les contribuables, les mères au foyer, les Américains moyens qui se sentaient méprisés par les progressistes puissants qui semblaient se soucier davantage du sort des Noirs pauvres que des Blancs de la classe moyenne ». Ce « fond de tableau » s'est en fait constitué dans la continuité de ces idées et des comportements ségrégationnistes bien avant la conversion reaganienne au libéralisme économique formant comme un état social moral, pour parler comme Tocqueville, un populisme agraire qui revalorise ceux qui n'ont pas de diplôme ou n'exercent pas de profession à caractère intellectuel dans les grandes zones métropolitaines. Trump ne dit-il pas « j'adore les gens peu éduqués »....

La candidature de Barry Goldwater en 1964 avait suscité les mêmes dénégations de la presse de l'époque que celle de Trump aujourd'hui : « Quand, dans toute notre histoire, a-t-on vu quelqu'un aller de telles idées, aller aussi loin ? » écrivait un journaliste. Quelques-unes de ses idées : s'opposer aux droits civiques, prôner l'abrogation de la loi sur la Sécurité sociale, démanteler le droit du travail, envisager que les États-Unis se retirent de l'ONU...

Quant au chapitre des idées en économie, il n'est pas inutile de rappeler que le livre de Frederik Hayek *The road to serfdom* s'est vendu à 10 millions d'exemplaires aux États-Unis dans les années 1930, dont une version en bandes dessinées dans le magazine *Look* ! Dès cette époque des dizaines de think tanks libéraux ont vu le jour. Nombre d'entre eux ont eu pour mot d'ordre « la liberté d'entreprise qui repose sur l'intervention de l'État la plus modeste et la foi chrétienne la plus forte ». Jean-Christian Vinel, qui rappelle ces mots (« Le conservatisme américain 1932-1980 ») inscrit dans ce courant la fondation de l'entreprise Wal-Mart en 1962 par Sam Walton : « construite à la fois sur le rejet des lois sociales, un profond dévouement des salariés et une division genrée du travail qui trouvent leur source dans la foi et la piété des communautés autour de Bentonville, dans l'Arkansas ». Il y a donc clairement aux États-Unis une double histoire du conservatisme : une histoire des idées (en particulier économiques) et « une histoire par le bas », avec des librairies, des romans-feuilletons populistes, des pamphlets de dénonciation, des listes de livres à bannir, des réunions « citizen house-wives » qui examinent les manuels scolaires remis à leurs enfants, des sermons dans les églises et des talk-shows sur les écrans... (voir dans ce dossier l'article de Jean-Christian Vinel). L'enracinement local, pas plus que le conservatisme des ouvriers américains, n'est pas une donnée récente de la vie politique.

Les effets de la crise de 2008 et de la mise en place de l'immense « supply chain » mondiale de la production industrielle qui a déplacé les usines à l'autre bout du monde ont transféré le pouvoir aux marchands, aux distributeurs (les Wal-Mart, Carrefour et autres), mais la réaction à ce « capitalisme marchand du sweat shop » ne passe pas par la critique sociale, mais par la mise en cause des élites quelles qu'elles soient. (Nelson Lichtenstein, « État "robustes" et État "modestes" face à un nouveau pouvoir marchand »).

De nombreux autres chapitres du livre s'attachent à évoquer les paradoxes anglais, où l'on peut voir qu'en règle générale les dépenses sociales augmentent davantage lorsque les conservateurs sont au pouvoir, que ce sont des conservateurs qui ont proposé le premier impôt sur la fortune (*wealth tax*) pour lutter contre l'immobilisme d'une gérontocratie de propriétaires. On y découvre aussi le caractère très particulier des Anglais à une Sécurité sociale universelle, que Thatcher jugeait tout à fait compatible avec son programme d'État minimaliste (il paraît qu'elle avait toujours le Rapport Beveridge sur son bureau, à côté de la Bible). Ainsi que les deux visages du conservatisme anglais : l'un libéral, anti-étatiste et anti-syndical (Thatcher justement), l'autre plus enraciné dans les communautés locales, l'entraide solidaire et aussi les populations ouvrières (Theresa May ? à suivre...). On observe d'ailleurs que le conservatisme anglais a toujours remporté un certain succès auprès de la classe ouvrière et auprès de l'électorat féminin. Certains des auteurs en concluent que les réformes économiques et sociales sont peut-être au final davantage dépendantes des trajectoires nationales, des traditions historiques et des institutions que des idéologies du personnel politique en place. (Josée Harris, « Principes, marchés et intérêt national, Les approches conservatrices de la politique sociale »).

Ce livre « savant » propose de salutaires détours historiques : un peu plus de connaissances et de culture pourrait peut-être aider à mieux prévoir...

Pour en savoir plus :

- *Conservatismes en mouvement Une approche transnationale au 20e siècle*, sous la direction de Clarisse Berthezène et Jean-Christian Vinel, Editions de l'EHESS, 2016
- Le dossier récent de Metis, Les droites et le travail

A propos de cet article

Auteur(s) : Danielle Kaisergruber

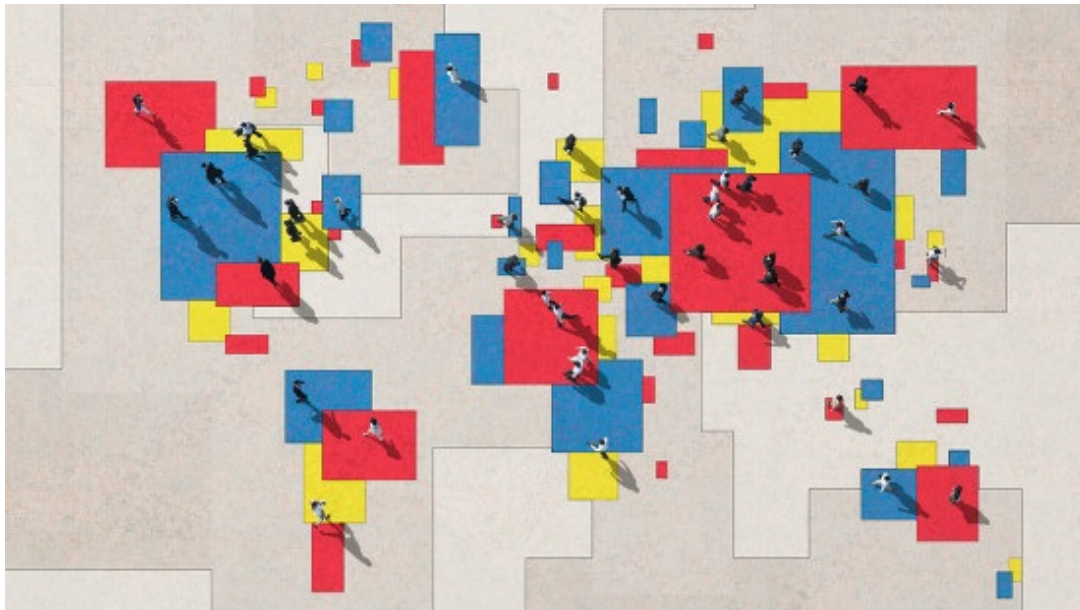
: *Conservatisme, droite, libéralisme, histoire, populisme, Donald Trump, Theresa May, politiques sociales, Clarisse Berthezène, Jean-Christian Vinel, Danielle Kaisergruber*

*** USA 2016 ***

Brexit, Trump, populisme: le management de la colère à la rescousse

par **Martin Richer** - 21 Novembre 2016

La réputée et austère revue HBR (*Harvard Business Review*), qui d'habitude ne se mêle pas de politique, a publié dans son édition de novembre 2016, quelques semaines avant l'élection de Trump, un article dont on pourrait traduire le titre par : « Que faire pour calmer la colère des gens à propos de la mondialisation ? ». Dans cet article, Pankaj Ghemawat, professeur de stratégie de management à la Stern School of Business (New York University) et à l'IESE Business School (Barcelone) propose des pistes concrètes dont nous ferions bien de nous inspirer.



Pankaj Ghemawat fait remarquer que la campagne électorale américaine met en scène une confrontation entre deux candidats qui tous deux se sont opposés à la liberté du commerce international et « dont l'un s'est déclaré en faveur de mesures ouvertement xénophobes et isolationnistes ». Il rappelle le contexte, celui du Brexit et de la montée du populisme, du repli identitaire et des tentations protectionnistes en Europe, dont Metis a largement rendu compte. Il estime que la bonne façon de s'opposer à ces tendances isolationnistes est de pratiquer ce qu'il appelle le management de la colère (*anger management*). Je commente ci-après quelques-uns des axes qu'il propose, tout en incitant le lecteur à se référer à l'article intégral (références ci-dessous) pour une vue plus exhaustive.

S'attacher obstinément aux faits

Le vote effectué dans le secret de l'isoloir n'est pas seulement le résultat d'une analyse rationnelle des intérêts économiques de l'électeur. Le Brexit en est une preuve : les régions britanniques qui ont le plus voté en faveur de la sortie de l'Union incluaient celles qui sont les plus dépendantes des exportations à destination de l'UE et celles qui recevaient le plus de transferts budgétaires de la part de l'Europe. Mais les décisions électorales se fondent de plus en plus sur des fantasmes et des représentations erronées, voire de la désinformation. Dans une récente tribune publiée

Les Echos (« [Le mensonge et la réalité](#) », 24 octobre 2016), Eric Albert, président de l'IFAS, rappelle que « le camp du Brexit s'est appuyé sur des contre-vérités et a gagné, ce qui a été admis par ceux qui les ont tenues le jour même de leur victoire » et que « Donald Trump assène à longueur de meetings des propos dont chacun peut vérifier qu'ils sont faux sans que cela ne semble altérer sa cote de popularité ».

Pour sa part, Pankaj Ghemawat estime que le populisme prospère sur la surestimation par les citoyens du poids de la globalisation. Il en donne trois exemples frappants :

- Alors qu'aux Etats-Unis la part dans la population des immigrés de la première génération est de 14 %, trois sondages successifs ont montré que les Américains la situent spontanément aux alentours de 32 % à 42 %. Ces mêmes sondages réalisés dans une douzaine de pays européens indiquent que les citoyens surestiment la proportion des immigrés dans leur pays selon un facteur trois ou quatre.
- De même, les Américains préoccupés par la domination des multinationales seraient sans doute surpris d'apprendre que la part de la production mondiale générée par les multinationales en de leur pays d'origine plafonne à 10 % depuis 2000.
- Les Américains persuadés qu'ils ne pourront bientôt plus acheter que des produits fabriqués en Chine ignorent que les importations en provenance de Chine ne représentent que 2,7 % de la consommation des ménages aux Etats-Unis en 2010 et que plus de la moitié de ce montant est capturé par les distributeurs et détaillants américains.

Cette distorsion de la réalité fait résonance avec le récent rapport de France Stratégie, « [Lignes de failles ; une société à réunifier](#) » (25 octobre 2016) qui insiste sur la distance entre grandeurs mesurées et perceptions collectives, au point d'en faire une spécificité française. « Comme ailleurs en Europe, une série de divisions structurelles traversent la société française. Mais à la différence de nos voisins, nous en avons une perception déformée, exagérément pessimiste. Des cinq grands pays d'Europe de l'Ouest, nous sommes par exemple celui où le taux de pauvreté est le plus faible

mais la peur de tomber dans la pauvreté la plus élevée ». France Stratégie relève de nombreux domaines dans lesquels s'exprime cet écart entre perception et réalité objective, par exemple : « La France est un des pays où la distribution des revenus est la moins inégalitaire. Paradoxalement, la perception des antagonismes sociaux y est très aiguë et les Français ont un fort sentiment de déclassement. Un chiffre en témoigne : 75 % se positionnent spontanément dans les classes populaires, défavorisées ou moyennes-inférieures alors qu'ils appartiennent pour les deux tiers à la classe moyenne. Même constat en matière d'emploi : quatre Français sur dix craignent un épisode de chômage dans les mois à venir (pour eux-mêmes ou leurs proches), mais la probabilité effective de s'y trouver (en étant en emploi un an avant) s'échelonne de 1,8 % pour les cadres à 7,3 % pour les ouvriers non qualifiés ».

Pankaj Ghemawat en appelle ainsi à la responsabilité des médias, mais aussi des politiques et des acteurs sociaux : la montée du populisme repose en partie sur la paresse de la confrontation aux faits, de la recherche de l'information, de la pédagogie de la réalité. Le même phénomène existe dans bon nombre d'entreprises, qui laissent proliférer les raccourcis et la négation du rationnel au profit de la communication et du dernier qui parle. Cette tendance a été dénoncée par deux professeurs de management, Jeffrey Pfeffer et Robert Sutton, dans leur livre *Faits et foutaises dans le management* (Vuibert, novembre 2007), dont l'édition originale porte un titre plus explicite : *Hard Facts, dangerous half-truths and total nonsense : profiting from evidence-based management* (Harvard Business School Press, 2006). En France aussi, la bataille est loin d'être gagnée en faveur d'un management factuel et moins idéologique, qui permettrait de sortir des idées toutes faites, des fausses évidences et des discours ordinaires.

Favoriser le voyage

Le second terreau de l'isolationnisme est la méconnaissance de l'autre. Pankaj Ghemawat observe que la montée d'internet, réseau global par excellence, ne favorise pas l'ouverture aux autres pays. Une étude montre que seuls 4 % du réseau d'amis des utilisateurs américains de Facebook passent la frontière. Sur Twitter, un réseau social où l'on suit des sujets plutôt que des amis, ce pourcentage monte à 18 %.

En 2012, les adultes américains ont passé 60 heures en moyenne devant les informations télévisées. Mais seulement 21 % de ces programmes concernent l'international et surtout, la moitié de cette couverture est consacrée au point de vue américain sur les affaires étrangères. Sur internet, les pages vues par les Américains en provenance de sites d'information non-américains ne représentent que 6 % du trafic généré par les Américains (d'après Ethan Zuckerman, *Digital Cosmopolitans: Why We Think the Internet Connects Us, Why It Doesn't and How to Rewire it*, W.W. Norton, 2013). Selon cette enquête, ce pourcentage serait d'ailleurs supérieur à ce qu'il est pour la plupart des autres pays pour lesquels cette donnée est disponible (2 % pour la France, 1 % pour l'Allemagne).

Plusieurs études montrent un déclin constant de la couverture internationale : par exemple les « unes » des journaux majeurs aux Etats-Unis ne concernaient des sujets internationaux que pour 27 % d'entre elles en 1987, mais seulement 11 % en 2010. De plus cette couverture internationale a trois fois plus de probabilités d'adopter une tonalité négative que la couverture nationale.

L'isolationnisme informationnel est ainsi une cause de la montée du populisme.

Lutter contre l'arrogance nationale

Pankaj Ghemawat avait déjà travaillé avec Steven A. Altman pour tenter une mesure objective du degré d'insertion des économies nationales dans la globalisation (voir *Strategies for Global Connectedness*, Booz & Co report, 22 octobre 2012). Pour cela, les deux auteurs ont utilisé un indicateur créé par DHL, le Global Connectedness Index, qui mesure et compile l'intensité de la participation de chaque pays à dix sortes de flux internationaux : échanges de marchandises, de services, investissements directs, placements financiers, appels téléphoniques internationaux, trafic internet avec l'international, tourisme, migration et expatriation, etc.

L'auteur compare alors, pour chacun des principaux pays de l'OCDE, son score d'insertion dans les flux internationaux résultant de cet index avec la façon dont les citoyens jugent (ou non) que leur pays est supérieur aux autres selon l'enquête « Global Attitudes Survey » gérée par le Pew Research Center de Washington. Il obtient une magnifique courbe de régression qui montre que « les pays les plus exposés aux flux internationaux d'information sont les moins enclins à juger leur culture comme supérieure ». Point intéressant pour nous, Français : notre pays figure, avec la Suède et la Grande-Bretagne, parmi ceux dont l'insertion dans les flux internationaux est la plus importante et qui font preuve de moins d'arrogance culturelle. Il en déduit « qu'il existe une forte corrélation entre mal connaître les autres pays et penser que son propre pays est supérieur » et cite d'autres enquêtes qui montrent que « la tentation protectionniste est directement reliée à la croyance en la supériorité de son propre pays » (voir par exemple : « Why are some people (and countries) more protectionist than others? », School of Foreign Service and Department of Economics, Georgetown University, Washington ar

Faire appel au courage des dirigeants d'entreprises

Pankaj Ghemawat regrette le décalage entre le rôle important des entreprises dans la globalisation (80 % du commerce international est le fait des sociétés multinationales) et la timidité du soutien celle-ci par les dirigeants d'entreprises. S'appuyant sur les déclarations de certains d'entre eux (notamment Jeff Immelt, le CEO de General Electric), il montre qu'« ils ont entériné l'évolution vers un monde plus protectionniste, mais qu'au lieu de chercher à provoquer des contre-mesures, ils acceptent ce nouvel état de fait ». Il s'insurge également contre la responsabilité des dirigeants qui par leur comportement de certains d'entre eux (rémunération des patrons, dividendes versés, restructurations brutales, etc.) font le lit du populisme et de la colère contre la globalisation. Il montre par exemple l'évolution de la part des revenus captée par les 1 % de 1913 à 2010, qui met en évidence le fort niveau des inégalités aux Etats-Unis (comparé aux autres pays), en augmentation rapide depuis les années 1980.

Il rappelle une enquête du Pew Research Center (Forum on Religion & Public Life) publié en avril 2013, qui montrait qu'à part les avocats, les cadres et dirigeants d'entreprise constituent la profession la moins considérée, avec seulement 24 % des Américains qui estiment qu'elle contribue beaucoup au bien-être de la société (contre par exemple 78 % pour les militaires, 72 % pour les enseignants, 68 % pour le personnel médical). Ce constat ne nous est pas inconnu en France, où chaque année, l'enquête du Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française, organisme de recherche attaché à Sciences-Po et au CNRS) vient rappeler le niveau très bas de la confiance exprimée par les Français envers les dirigeants d'entreprises.

Il fait appel à des études qui montrent que « le protectionnisme prospère là où la confiance vis-à-vis des institutions économiques est atteinte » (voir par exemple Arthur Lupia and Mathew D. McCutcheon, *Elements of Reason: Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Cambridge University Press, 2000). Ce sont les chefs d'entreprise eux-mêmes qui doivent s'attacher à renouer le fil de la confiance. De mon point de vue, cette démarche peut passer par une volonté authentique de prendre des engagements clairs et suivis en matière d'impact social, sociétal et environnemental.

Poursuivre les efforts de formation

« J'adore les gens peu éduqués » : Pankaj Ghemawat rappelle cette phrase de Donald Trump, alors candidat, qui, de fait, réalisait ses meilleurs scores au sein de cette population dans les sondages d'opinion et dans le vote de la primaire des Républicains. Il cite des enquêtes qui « montrent qu'un pays avec de meilleurs niveaux d'éducation présente un degré de nationalisme et de suspicion envers les étrangers inférieur ». En particulier, une étude montre la robustesse de cette relation dans 10 pays, malgré la grande diversité de leur système d'éducation (Mikael Hjerm, *Education, xenophobia and nationalism : A comparative analysis*, août 2010).

Conclusion

La mondialisation et la solidarité internationale sont aujourd'hui plus « challengées » que jamais. Le monde se couvre de murs. L'hebdomadaire britannique **The Economist** a fait les comptes : depuis la chute du mur de Berlin (novembre 1989), 40 pays dans le monde ont construit des murs contre plus de 60 de leurs voisins. Sur ces 40 décisions de construction, 30 ont été prises après le 11 septembre 2001 et... 15 dans la seule année 2015 (37 %). Il existe aujourd'hui cinq fois plus de murs de séparation dans le monde qu'il n'y en avait au plus fort de la guerre froide (« More neighbours make more fences », 7 janvier 2016). La différence : les murs du XXe siècle, barbelés des camps et des goulags, mur de Berlin, etc., empêchaient de sortir. Ceux du XXIe empêchent d'entrer.

Les préconisations de Pankaj Ghemawat doivent interpeller chacun et inciter à l'action. Elles résonnent tout particulièrement dans le contexte de la France, un pays qui hésite encore à se livrer au populisme et ne parvient pas à accepter son insertion dans la globalisation comme une force et non comme une souffrance.

Pour aller plus loin :

Pankaj Ghemawat, "People Are Angry About Globalization. Here's What to Do About It", *Harvard Business Review*, 4 Novembre, 2016.

A propos de cet article

Auteur(s) : Martin Richer

* USA 2016 *

Trump victory comes with a silver lining for the world's progressives

par Yanis Varoufakis - 21 Novembre 2016

The election of Donald Trump symbolises the demise of a remarkable era. It was a time when we saw the curious spectacle of a superpower, the US, growing stronger because of - rather than despite - its burgeoning deficits. It was also remarkable because of the sudden influx of two billion workers - from China and Eastern Europe - into capitalism's international supply chain. This combination gave global capitalism a historic boost, while at the same time suppressing Western labour's share of income and prospects.

Trump's success comes as that dynamic fails. His presidency represents a defeat for liberal democrats everywhere, but it holds important lessons - as well as hope - for progressives.

From the mid-1970s to 2008, the US economy had kept global capitalism in an unstable, though finely balanced, equilibrium. It sucked into its territory the net exports of economies such as those of Germany, Japan and later China, providing the world's most efficient factories with the requisite demand. How was this growing trade deficit paid for? By the return of around 70% of the profits made by foreign corporates to Wall Street, to be invested in America's financial markets.

To keep this recycling mechanism going, Wall Street had to be unshackled from all constraints; leftovers from [President Roosevelt's New Deal](#) and the [post-war Bretton Woods agreement](#) which sought to regulate financial markets. This is why Washington officials were so keen to deregulate finance: Wall Street provided the conduit through which increasing capital inflows from the rest of the world equilibrated the US deficits which were, in turn, providing the rest of the world with the aggregate demand stabilising the globalisation process. And so on.

What goes up

Tragically, but also very predictably, Wall Street proceeded to build unfathomable pyramids of private money (also known as structured derivatives) on top of the incoming capital flows. [What happened in 2008](#) is something small children who have tried to build an infinitely tall sand tower know well: Wall Street's pyramids collapsed under their own weight.

It was our generation's 1929 moment. Central banks, led by US Fed chief Ben Bernanke, a student of the 1930s Great Depression, rushed in to prevent a repetition of the 1930s by replacing the vanishing private money with easy public credit. Their move did avoid a second Great Depression (except for weaker links such as Greece and Portugal) but had no capacity to resolve the crisis. Banks were re-floated and the US trade deficit returned to its pre-2008 level. But, the capacity of America's economy to equilibrate world capitalism had vanished.

Lehman's collapse kicked off the crisis. EPA/JUSTIN LANE

The result is the Great Western Deflation, marked by ultra low or negative interest rates, falling prices and devalued labour everywhere. As a percentage of global income, the planet's [total savings](#) are at a world record level while aggregate investment is at its lowest.

When so many idle savings accumulate, the price of money (ie. the interest rate), indeed of everything, tends to fall. This suppresses investment and the world ends up in a low-investment, low-demand, low-return equilibrium. Just like in the early 1930s, this environment results in xenophobia, racist populism and centrifugal forces that are tearing apart institutions that were the Global Establishment's pride and joy. Take a look at the European Union, or the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP).

Bad deal



Before 2008, workers in the US, in Britain and in the periphery of Europe were placated with the promise of "capital gains" and easy credit. Their houses, they were told, could only increase in value, replacing wage income growth. In the meantime their consumerism could be funded through second mortgages, credit cards and the rest. The price was their consent to the gradual retrenchment of the democratic process and its replacement by a "technocracy" intent on serving faithfully, and without compunction, the interests of the 1%. Now, eight years after 2008, these people are angry and getting even.

Le Pen greets Trump's victory. EPA/YOAN VALAT

Trump's triumph completes the mortal wounding this era had suffered in 2008. But the new era that Trump's presidency is inaugurating, foreshadowed by Brexit, is not at all new. It is, indeed, a post-modern variant of the 1930s, complete with deflation, xenophobia, and divide-and-rule politics. Trump's victory is not isolated. It will no doubt reinforce the toxic politics unleashed by Brexit, the undisguised bigotry of Nicolas Sarkozy and [Marine Le Pen in France](#), the rise of the [Alternative für Deutschland](#), the "illiberal democracies" emerging in Eastern Europe, Golden Dawn in Greece.



Thankfully Trump is not Hitler and history never repeats itself faithfully. Mercifully, big business is not funding Trump and his European mates like it was funding Hitler and Mussolini. But Trump and his European counterparts are reflections of an emergent Nationalist International that the world has not seen since the 1930s.

[Just as in the 1930s](#), so too now a period of debt-fuelled Ponzi growth, faulty monetary design and financialisation led to a banking crisis that begat deflationary forces which bred a mix of racist nationalism and populism. Just like in the early 1930s, so too now a clueless establishment aims its guns at progressives, such as Bernie Sanders and [our first Syriza government in 2015](#), but ends being upended by belligerent racist nationalists.

Global response

Can the spectre of this Nationalist International be absorbed or defeated by the Global Establishment? It takes a great deal of faith to think that it can, in view of the Establishment's denial and persistent coordination failures. Is there an alternative? I think so: A Progressive International that resists the narrative of isolationism and promotes inclusive humanist internationalism in place of the neoliberal Establishment's defence of the rights of capital to globalise.

In Europe this movement already exists. Founded in Berlin last February, [the Democracy in Europe Movement \(DiEM25\)](#) is attempting to achieve that which an earlier generation of Europeans failed to do in 1930. We want to reach out to democrats across borders and political party lines asking them to unite to keep borders and hearts open while planning sensible economic policies that allow the world to re-embrace the notion of shared prosperity, without the destructive "growth" of the past.

But Europe is clearly not enough. DiEM25 is encouraging progressives in the US, who [supported Bernie Sanders](#) and [Jill Stein](#), in Canada and in Latin America to band together into a Democracy in Americas Movement. We are also seeking progressives in the Middle East, especially those shedding their blood against ISIS, against tyranny, and against the West's puppet regimes to build a Democracy in the Middle East Movement.

Trump's triumph comes with a silver lining. It demonstrates that we are at a crossroads when change is inevitable, not just possible. But to ensure that it is not the type of change that humanity suffered from in the 1930s, we need movements to spring out and to forge a Progressive International to press passion and reason back into the service of humanism.

For more information : Metis reproduces with the authorization of *The Conversation* [this article of Yanis Varoufakis](#) published on the website in November 11, 2016

A propos de cet article

Auteur(s) : Yanis Varoufakis

: *Greece, Interest rates, Capitalism, Nationalism, US, Donald Trump, Progressive movement, Bernie Sanders, US Elections, Yanis Varoufakis*

*** USA 2016 ***

L'étrange histoire des conservateurs américains

par Jean-Christian Vinel - 20 Novembre 2016

Le triomphe du tout info en images qui va très vite nous porte à croire que Donald Trump est sorti de rien, tout habillé (ou tout nu c'est selon) des vêtements du conservatisme et du populisme n'en est rien et les conservateurs américains ont une longue histoire déjà pleine de rebondissements. L'article qui suit a été publié le 31 juillet 2016 par le journal *Le Monde*. Il est repris avec l'autorisation de son auteur et du journal. Jean-Christian Vinel est Maître de conférences à l'Université Paris-Diderot et spécialiste de l'histoire sociale et politique des Etats-Unis.

Pendant la convention du parti Républicain à Cleveland (Ohio) le 20 juillet 2016.

Dans la grammaire politique européenne, le conservatisme est avant tout une attitude face au changement, mélange de respect de la tradition, de prudence sociale et de méfiance à l'égard des grands schémas théoriques. Aux Etats-Unis, c'est au contraire une vision nette de ce que devrait être la société, un avenir que les conservateurs appellent souvent de leurs vœux avec énergie et enthousiasme. Ronald Reagan, qui incarnait à merveille cet optimisme conservateur, aimait d'ailleurs à citer le révolutionnaire Thomas Paine, expliquant aux militants du Parti républicain qu'ils avaient « *le pouvoir de construire un monde nouveau* », dont l'américanité, les libertés économiques, la responsabilité individuelle, la piété et la fermeté en politique étrangère seraient les piliers.

Implanter ce conservatisme paradoxal dans le paysage politique américain ne fut pas tâche facile. L'essayiste William Buckley en signe l'acte de naissance en 1955 avec la création de la *National Review*, publication qui doit servir de matrice à un conservatisme fusionnant trois catégories distinctes de pensée : le libéralisme économique, le traditionalisme et l'anticommunisme. Il faudra cependant attendre les années 1970 pour que ce projet intellectuel trouve un prolongement social et politique cohérent. Non qu'il n'y ait pas de conservateurs dans les années 1950 et 1960 aux Etats-Unis. Depuis la fin des années 1930, les élites économiques se mobilisent contre le New Deal, elles créent les premiers think tanks et financent la circulation des idées néolibérales.

Dans le vieux Sud, les démocrates soutiennent pour la plupart les réformes promues par Roosevelt, mais ils souhaitent avant tout protéger la ségrégation raciale de ses effets progressistes. Enfin le Sud-Ouest en pleine expansion économique, nombreux sont les Américains à voir dans la prospérité des banlieues où ils résident la démonstration des vertus de l'individualisme économique.



dans les écoles, des « citoyennes femmes au foyer » (« *Citizen housewives* ») se retrouvent pour analyser les manuels scolaires et s'assurer qu'ils ne contiennent pas d'articles favorables à l'ir sur le revenu, la loi sur la sécurité sociale, les Nations unies ou encore le philosophe John Dev (1859-1952), figure célèbre du pragmatisme américain.

Cependant, jusqu'à la candidature de Barry Goldwater en 1964, ces conservateurs peinent à se entendre au sein du Parti républicain, dominé par l'establishment centriste du Nord-Est, et la loi défaite essuyée par le sénateur de l'Arizona cette année-là ne fera que renforcer le mépris que suscitent encore ces militants. « *Quand, dans toute notre histoire, a-t-on vu quelqu'un avec de te idées aller aussi loin ? Ce sont des idées bizarres, confuses, archaïques* » déclare l'historien Ric Hofstadter à un mois du scrutin qui voit la victoire du démocrate Lyndon Johnson.

La défaite de Goldwater se solde par une purge du Parti républicain, mais la contestation conservatrice continue son chemin, sans se satisfaire de l'action des Présidents Richard Nixon Gerald Ford. Au long des années 1970, elle s'enrichit de mobilisations qui ébranlent les certitud réformisme démocrate et fragilise son ancrage dans l'Amérique populaire. Alors que la crise économique remet en cause la synthèse keynésienne, les associations patronales renforcent l combat contre l'interventionnisme de l'Etat. La première génération des néoconservateurs, composée d'anciens démocrates, vient en appui de ce combat en proposant une critique sévère la guerre contre la pauvreté et de la discrimination positive, héritées de Johnson.

Une rhétorique populiste

En bas de l'échelle, de nombreux ouvriers participent aux révoltes contre l'impôt qui naissent de la crise, mais les tensions entre le Parti démocrate et son électorat ouvrier dépassent cette question ce soit à Boston, théâtre de l'une des multiples révoltes contre la politique d'intégration raciale dans les écoles, ou en Virginie-Occidentale, Etat populaire qui voit des mineurs faire grève contre l'utilisation de manuels scolaires prônant un regard distancié sur la religion, la classe ouvrière blanche s'éloigne des démocrates. Dans le même temps, le vote par le Congrès d'un amendement constitutionnel sur l'égalité des sexes et les arrêts de la Cour suprême sur l'interdiction de la prière à l'école et le droit à l'avortement induisent une privatisation de la politique, entraînant un profond mouvement réactionnaire qui donnera naissance à la droite chrétienne. Celle-ci s'appuie à la fois sur le vote catholique (traditionnellement démocrate) mais aussi sur les fondamentalistes conservateurs, qui sortent de leur mutisme politique. Enfin, le statu quo que prônent les conservateurs en matière raciale favorise l'émergence d'une majorité conservatrice s'appuyant sur la défect des Démocrates du Sud vers le Parti républicain.

Au total, l'essor des idées conservatrices en pleine crise économique s'apparente à une nouvelle politisation des clivages sociaux et raciaux qui structuraient le débat de puis le New Deal. Mais cet transformation s'accompagne d'un efficace recours à une rhétorique populiste jouant le peuple travailleur contre l'incurie des élites démocrates et leur projet d'ingénierie sociale. En 1975, le journal William Rusher explique ainsi qu'ouvriers, entrepreneurs et fermiers doivent former une alliance contre les « non-producteurs », notamment les parasites assistés (« *welfare parasites* »), les bénéficiaires de l'*affirmative action* (discrimination positive) et les professeurs, sociologues et journalistes. Reagan en 1966, lors de l'élection au poste de gouverneur de Californie, s'était élevé cor les « assistés », avait défendu la loi et l'ordre, et prit parti pour les Californiens s'opposant à l'intégration raciale. En 1980, candidat à la présidentielle, il s'inscrit à nouveau dans cette perspective populiste qui brise la coalition électorale née du New Deal. Au cours de la campagne, il devra participer à une réunion de la Moral Majority au Texas pour montrer aux évangéliques qu'il n'est pas tro libéral en matière de mœurs, et pourra donc réunir les différentes familles du conservatisme américain.

Divisions et forces centrifuges

Près de trente ans après son départ de la Maison-Blanche, Reagan est toujours la figure tutélaire du conservatisme américain. Dans la mémoire collective conservatrice, ses mandats restent assc

à la forte baisse de la fiscalité décidée dès 1981, à la déréglementation de l'économie, mais aussi à de brutales mesures antisyndicales. Par ailleurs, la révolution reaganienne s'est déroulée, à un rythme différent, dans le domaine du droit constitutionnel, grâce à des nominations à la Cour suprême qui infléchissent la jurisprudence, notamment dans le domaine de l'avortement. Dans son sillage, les dirigeants conservateurs se sont efforcés de poursuivre la révolution conservatrice, mais au début du 21^e siècle, le succès du conservatisme se mesure aussi au poids médiatique des talk-shows de Fox News, ou encore aux débats que suscite Walmart qui, dans son organisation et dans sa sociologie, symbolise la capacité des conservateurs à conjuguer modernité technologique et valeurs antimodernes.

Aujourd'hui, pourtant, les conservateurs américains ne sont plus les « créateurs de futur » et « les guerriers heureux » que Reagan exhortait à transformer l'Amérique. Les raisons en sont diverses et se limitera ici à en évoquer deux. La première est depuis les années 1980, les conservateurs ont été malgré tout confrontés à la fois à la réalité de l'exercice du pouvoir et aux obstacles que le système politique américain dresse en travers de toute tentative de changement radical. S'ils sont parvenus à transformer l'assistance publique, à baisser les impôts pour les plus riches et à déréglementer l'économie, dans de nombreux domaines leur bilan demeure limité. Les conflits budgétaires qui scandent l'histoire législative du pays depuis vingt ans témoignent des tensions au sein d'un parti partagé entre le besoin de gouverner et le combat sans concession de certains de ses élus, enclins à encourager une polarisation partisane qui empêche tout compromis. Loin d'arborer une méfiance prudente à l'égard des grands schémas théoriques, les conservateurs américains sont aujourd'hui des bibles du capitalisme échevelé qu'ils ont porté depuis les années 1960.

Mais le malaise des conservateurs provient aussi des divisions et forces centrifuges qui fragilisent leur coalition électorale. D'abord parce que la droite chrétienne, prenant acte des victoires limitées qu'elle a remportées dans le combat pour les valeurs morales (les récents arrêts sur le mariage homosexuel en sont un bon exemple), entame aujourd'hui un retrait de la vie politique. De manière significative, dans le même temps, le fossé qui s'est creusé entre la base du parti et ses élites sur les questions économiques est devenu plus évident. Alors que la mondialisation et les luttes antisyndicales ont conduit à une précarisation de l'emploi, les élus continuent de favoriser des politiques néolibérales dont les conséquences nourrissent l'anxiété et la peur du déclassement d'une partie de la classe ouvrière blanche. Dépassés par un candidat populiste qui n'appartient pas à leur famille et ne parvient pas à en unir les différentes familles, les conservateurs américains sont en crise.

Pour en savoir plus :

- *Conservatismes en mouvement. Une approche transnationale*, Editions de l'EHESS, 2016
- Voir dans ce dossier la [Note de lecture](#) de Danielle Kaisergruber

A propos de cet article

Auteur(s) : Jean-Christian Vinel

: *Conservateurs américains, histoire, USA, Reagan, rhétorique populiste, Johnson, Nixon, Ford, New Deal, néo-conservatisme, establishment, néolibéralisme,*

www.metiseurope.eu